

sapées par Pékin

Kacey Wong L'exilé qui garde l'art au poing

RÉMY BOURDILLON
CORRESPONDANT À TAIPEI

En périphérie de Taichung, au centre de Taïwan, il flotte un parfum de nostalgie dans l'atelier de Kacey Wong. Installés sur des tricycles que cet artiste de 53 ans promène habituellement dans les manifestations, des écrans font défiler ses performances passées, ayant pour cadre les rues de Hong Kong. En 2019, alors que la liberté d'expression y commençait son long déclin, il se déguisait pour aller affronter les policiers, ou plutôt les « terroristes » selon ses mots.

En 2021, il a ressenti le besoin vital de fuir. « Si j'étais resté, je me serais sans doute censuré, par instinct de survie. Ça aurait été un faux espoir, car la purge du Parti communiste chinois ne concerne pas ce que vous faites ou ferez, mais ce que vous avez déjà fait. Pour eux, être né dans l'ancienne colonie britannique de Hong Kong est un péché originel. Après tout l'art protestataire que j'ai fait, et avec mon nom déjà imprimé dans leurs journaux de propagande, c'était juste une question de temps avant qu'ils me rattrapent. »

A Taïwan, Kacey Wong ne se sent pas complètement en sécurité – des caméras de surveillance pointent vers son atelier – mais il se dit heureux, car il peut continuer son combat, aujourd'hui passible de répression dans sa ville natale, à 600 km de là. Son objectif : éveiller les consciences face aux visées expansionnistes de Xi Jinping. « Je raconte des histoires de résistance. Hong Kong a été le premier à tomber, Taïwan sera le prochain, et ensuite le reste du monde. La Chine peut acheter tellement de petits pays avec son argent... »

Dès 2019, Taïwan s'est montré solidaire des militants pro-démocratie de Hong Kong et a accueilli ses habitants inquiets pour leurs libertés – plus de 30.000 ont obtenu un permis de séjour sur l'île depuis. Mais l'installation des nouveaux venus n'est pas toujours

un succès, et pas seulement à cause de la barrière de la langue (mandarin contre cantonais) ou de la difficulté à trouver un emploi.

En effet, à mesure que Pékin affermit sa mainmise sur Hong Kong et que le concept « un pays, deux systèmes » s'estompé, les autorités de Taïpei s'inquiètent de plus en plus de l'infiltration de ces mouvements migratoires par des espions chinois, et veulent maintenant durcir les règles d'accès à la résidence permanente pour les Hongkongais. Par conséquent, beaucoup repartent, notamment vers le Royaume-Uni, même si cette tendance est difficile à chiffrer.

Discretion

De son côté, Kacey Wong remarque que même en exil, ses compatriotes ne sont pas totalement libres. « Bien qu'ils soient mécontents de ce qu'il se passe là-bas, beaucoup restent discrets car ils pensent toujours y retourner, et ils savent que la Loi sur la sécurité nationale peut leur causer du tort. S'ils voient un drapeau indépendantiste hongkongais, ils deviennent nerveux, car ils ne veulent pas être associés à ce symbole. L'autre jour nous avons chanté *Glory to Hong Kong* [l'hymne des manifestations de 2019-2020] avec vingt personnes à Taichung : la moitié sont restées hors du champ de la caméra. »

Lui a accepté de payer un lourd prix pour conserver sa liberté d'expression : il a coupé les ponts avec sa ville, pour toujours. Célibataire et sans enfant, il peut se le permettre, mais il n'a aucun regret : « Ce qui me manque de Hong Kong, c'est la solidarité de la population, quand nous avons joint nos forces pour combattre cet envahisseur nommé Parti communiste chinois. Ça m'a vraiment surpris, mais tout cela n'existe plus. Aujourd'hui, tout est calme là-bas. » Et le calme, ce n'est pas fait pour les révolutionnaires comme lui.



Hong Kong a été le premier à tomber, Taïwan sera le prochain, et ensuite le reste du monde. La Chine peut acheter tellement de petits pays avec son argent...

Kacey Wong



Joshua Wong



Agé d'à peine 26 ans, Joshua Wong, qui avait émergé dès 2014 lors de la « révolution des parapluies », a déjà derrière lui de longues années de militance pro-démocratie à Hong Kong. Celles-ci lui ont valu toute une série de condamnations et de peines de prison. Depuis décembre 2020, il a ainsi été condamné à treize mois de prison pour incitation à une assemblée illégale, puis en avril 2021 à quatre mois de plus, avant de prendre le mois suivant encore dix mois pour avoir commémoré la répression de Tiananmen. Et en avril de cette année, sa peine de prison a été allongée trois mois de plus. Sa famille s'est exilée en Australie. V.K.

Margaret Ng



Agée de 75 ans, Margaret Ng a été pendant des décennies une avocate et une femme politique respectée à Hong Kong. Elle a en effet siégé de 1995 à 2012 au Conseil législatif, le parlement local, dans les rangs du Civic Party, pro-démocratie. En avril 2020, elle avait été arrêtée avec une quinzaine d'autres personnalités pour avoir participé en 2019 à des manifestations contre la loi d'extradition. Un an plus tard, elle a été condamnée à douze mois de prison, une peine suspendue pendant deux ans. Elle a été à nouveau arrêtée en décembre 2021 pour distribution de matériel séditionnaire puis libérée. V.K.

Jimmy Lai



A 75 ans, Jimmy Lai devrait profiter d'une retraite active en continuant à gérer *l'Apple Daily*, le journal tabloïd indépendant et de ligne libérale qu'il avait fondé en 1995. Mais son groupe de presse a été fermé de force en 2021. En décembre 2022, il a été condamné à 69 mois de prison pour fraude, l'immeuble de son groupe ayant hébergé une micro-entreprise dont l'activité ne correspondait pas aux conditions du bail. Et en septembre 2023, il sera jugé pour collusion et complot avec des forces étrangères, ce qui pourrait lui valoir la perpétuité, dans le cadre de la loi de sur la sécurité nationale imposée par Pékin il y a trois ans. V.K.

Mais cette année, les quelques personnes qui, comme cette femme, semblaient vouloir entretenir cette tradition au même endroit, ont été interrogées et brièvement détenues par la police. © SOPA IMAGES.



ré s'auto-dissoudre. Les frontières entre ce qui est autorisé et ce qui ne l'est pas, car relevant de la sécurité nationale, sont très floues. C'est ce qui rend cette loi extrêmement inquiétante et intimidante. Il s'agit là d'une caractéristique des systèmes autoritaires. »

Un autre bras de fer oppose désormais le pouvoir de Hong Kong aux plateformes technologiques occidentales : la Haute Cour exige en effet de Spotify, Apple, Google et c^o qu'elles interdisent la diffusion de *Glory to Hong Kong*, l'hymne des protestations de 2019. L'exécutif hongkongais avait en effet demandé début juin à la justice d'interdire légalement ce chant pro-démocratie qui « inciterait à la sécession » et « offenserait l'hymne national chinois ».

« Hong Kong est face à une ligne de faille entre un internet libre et une version emmurée, sévèrement contrôlée par le gouvernement chinois », conclut Maya Wang.

CE WEEK-END DANS LE SUPPLÉMENT LÉNA



UKRAINE
Le bunker réfrigéré qui sauve la vie des patients cancéreux



CINÉMA
Ils veulent tous remettre Zorro en selle



AFRIQUE
« Je veux être comme Sadio Mané » : le Sénégal, une pépinière de footballeurs